

## **Programme de réforme de l'Etat et de la société toute entière pour le soutien de la Haute Culture - et de ceux qui en vivent.**

Devant le désert que constituent les propositions politiques en matière de Culture, nous avons souhaité élaborer à l'attention des candidats aux présidentielles en mal d'inspiration un programme rationnel, fondé sur des données indubitables, qui résoudraient d'un coup d'un seul tous les problèmes et mettraient fin aux incessants débats dont la Culture (et ceux qui en vivent) pâtissent.

### **Constats :**

Nos propositions sont fondées sur les observations suivantes, qui elles-mêmes reposent sur les **constats** formés par les plus brillants experts de la Culture. Nous énumérons ces constats :

1° Depuis Malraux, les ministres successifs de la Culture ont tous fait le voeu de l'accès à la Culture\* pour tous. Approximativement un demi-siècle plus tard, on doit bien admettre que ce voeu demeure pieux. Les élites, certes, continuent bon an mal an de s'intéresser à l'Opéra, ou passent une partie de leurs vacances au Festival d'Avignon. Les masses elles, continuent de préférer regarder les variétés ou les séries américaines à la télévision.

*\* On entend évidemment ici par Culture la Haute Culture, c'est-à-dire les œuvres reconnues par les experts de la Culture, subventionnées par les institutions publiques et appartenant principalement aux domaines suivants : théâtre, danse, art lyrique, musique dite "contemporaine", art dit "contemporain".*

2° Cet état de fait est tout bonnement consternant, et consterne en effet aussi bien les ministres de la culture que les artistes ou bien les élites. Ces derniers aimeraient bien, en effet, que les masses apprécient ce qu'eux-mêmes apprécient, plutôt qu'ils apprécient au contraire ce qu'eux-mêmes méprisent. Ce sentiment d'appartenir à une élite entraîne ainsi une terrible déception morale : on aimerait bien en effet que les masses se saisissent de leur droit à la culture, qui doit être défendu - malheureusement, les masses semblent incapable de traduire ce droit à la culture en jouissance de la Haute Culture, elles préfèrent se divertir : Pascal avait raison. C'est très déprimant. Et le ministre, les élites et les artistes se sentent vaguement coupables de jouir de la Haute Culture, tandis que la majorité préfère Johnny Hallyday à Pierre Boulez.

3° Comme un malheur ne va jamais seul, on s'inquiétera aussi de la crise des emplois culturels. Les artistes professionnels, malgré le soutien de l'Etat, peinent à joindre les deux bouts - et c'est en grande partie parce que le public les boudent. Ainsi les compagnies de Haute Culture vivent souvent aux crochets des collectivités locales, les

caisses sont vides, et les intermittents du spectacle, à qui on n'ose pas dire en face qu'ils sont trop nombreux pour un marché trop limité, font les intéressants dans la rue (sans compter que les plus pauvres d'entre eux ne mangent pas à leur faim, ce qui accroît le sentiment de culpabilité des élites qui jouissent des spectacles que ces crève-la-faim leur proposent).

4° Pour couronner le tout, on assiste depuis une décennie à une explosion des pratiques artistiques de la part d'individus qui, manifestement, n'attendent des experts aucune reconnaissance et ne demandent de surcroît rien à l'Etat. Ces "amateurs", comme les appellent habituellement les "professionnels", non seulement font fi des règles habituelles des mondes de l'art subventionné, mais parviennent, en abusant des facilités offertes par Internet, à obtenir parfois plus de notoriété auprès des masses, et même parfois auprès des médias, que les artistes de la Haute Culture.

5° Cet état de fait est tout aussi consternant que la manière dont les masses dédaignent les œuvres de la Haute Culture. Consternant et énervant : car les succès de ces "amateurs" accentuent les difficultés des professionnels à vivre de leur art. On n'a franchement pas besoin de cette épine supplémentaire dans le pied. Malheureusement et, doit-on ajouter, inévitablement, les masses, qui ne savent pas trier le bon grain de l'ivraie, qui préfèrent la télévision aux grandes œuvres de nos artistes subventionnés, se font duper par ces praticiens amateurs, et semblent incapables de reconnaître la véritable qualité artistique authentique là où elle est produite.

### **Propositions :**

La situation actuelle est donc tout à fait insupportable à la fois pour le ministre de la culture, les élites et les artistes subventionnés. Le sentiment de culpabilité morale exposé dans le constat n°2, ainsi que les menaces qui pèsent sur le statut et la profession des véritables artistes (constats n° 3 à 5), ne saurait être laissé pour compte par l'Etat. Il y a va en effet de l'avenir de la Création - et notamment de la Haute Culture : comment les artistes pourraient-ils continuer à créer des œuvres susceptibles de remonter le niveau du peuple, alors qu'elles ont le moral en berne ? Il importe donc, d'une part, d'inciter tous les citoyens à remonter le moral des artistes subventionnés (sans compter celui des élites et du ministre), en y mettant un peu du leur. Et secondement de réformer deux ou trois détails de la vie culturelle française afin de consolider leur statut et leur profession.

### **Proposition numéro 1 : (ré-)éduquer le public et transformer le paysage culturel**

La première partie de ce projet n'est pas facile à mettre en œuvre - et on doit bien admettre que la plupart des gouvernements s'y sont cassés les dents : en effet, pour des raisons incompréhensibles, les masses s'obstinent à pas éprouver de désir particulier devant un opéra de Wagner ou les compositions de Pierre Boulez. Ils persistent à passer des vacances à Palavas les flots en écoutant Johnny Hallyday sur leur baladeurs, plutôt

que de s'enrichir culturellement en séjournant une semaine à Avignon pendant le festival.

Ce n'est pourtant pas la faute des artistes, qui, de manière générale, sont favorablement disposés à accueillir parmi leurs spectateurs un certain nombre de gens du peuple, ni celle des collectivités locales lesquelles ont multiplié les initiatives visant à intéresser le peuple, souvent de manière ludique, aux grandes œuvres de la Haute Culture.

On se demande bien pourquoi ces bons sentiments et ces actions vertueuses ne suffisent pas.

Notre solution se fonde sur un renversement préalable des stratégies habituellement prônées par les instances culturelles : plutôt que d'inviter le peuple à découvrir la Haute Culture, incitons-le, sans craindre l'usage de techniques coercitives - comme par exemple : l'éducation - à se nourrir des œuvres véritables et authentiques. Nous proposons deux axes d'action : premièrement, obliger tous les enfants des écoles à assister, chaque semaine, à au moins deux spectacles de Haute Culture, et à visiter régulièrement les musées d'art reconnu par les experts du ministère, moyennant une redevance forfaitaire payée par chaque foyer fiscal et versée au profit de ceux qui vivent de la Haute Culture (en premier lieu bien sûr les artistes, mais aussi ceux qui les administrent et ceux qui les expertisent). Mais comme ce bain culturel (comparable à certains bains linguistiques) ne suffira sans doute pas, nous proposons secondement de modifier en profondeur le paysage culturel français, en remplaçant de manière systématique les émissions de télévision de divertissement par des programmes instructifs concernant l'histoire et l'actualité de la Haute Culture (cette action devra être aussi entreprise auprès des radios et des médias en général). La plupart des médias bénéficiant de subventions, il suffit de conditionner de manière impitoyable le versement de ces subsides au respect d'un cahier des charges drastiques et radicalement en faveur des œuvres de la Haute Culture.

Ces deux actions menées conjointement assureront sans nul doute aux futures générations constituant le peuple à venir une formation sans faille à la jouissance des productions des artistes véritables, et garantiront pour ces derniers et tous ceux qui tirent leurs revenus de la Haute Culture un public fidèle et aimant.

### **Proposition n° 2 : ~~décourager~~ administrer les pratiques amateurs.**

Reste à régler le cas des difficultés posées par l'invasion d'œuvres non reconnues par les institutions, le cloaque, pour ainsi dire, des pratiques "amateurs", qui vient polluer le bel ordonnancement des mondes de l'art. Les choses ont été déjà bien engagées de ce côté-ci par le ministère actuel, lequel a émis, par le biais d'expertises indubitables, un avant-projet de loi visant à réformer les lois régissant les pratiques "amateurs". On ne saurait évidemment continuer à tolérer cette concurrence forcément déloyale (puisque ces soi-disants créateurs ne font pas profession de leur art, et conséquemment, se satisfont de peu et cassent le marché des arts et du spectacle), et surtout : on ne saurait laisser cette vaste **duperie** se déployer sous les yeux d'un public victime d'une ignorance bien excusable et aisément piégé par la rouerie de ces imposteurs. Il faut donc remettre les "amateurs" à leur place, celle qu'ils n'auraient jamais dû quitter, signaler par un logo par

exemple que les spectacles qu'ils offrent et les œuvres qu'ils prétendent créer ne sont que de pâles imitations de l'art véritable, qu'elles ne sont pas comparables à celles que produit la Haute Culture.

Sachant qu'il n'est malheureusement pas souhaitable pour un Etat démocratique d'interdire tout à fait ces manifestations sauvages de la créativité populaire (on risquerait en effet de susciter une nouvelle culpabilité morale chez les artistes de la haute Culture, les élites et le ministre de la culture), nous proposons d'encadrer et de contrôler ces pratiques au niveau départemental. Chaque velléité créative non sollicitée par l'Etat devra dorénavant être au préalable, et avant tout réalisation, déclarée à la Préfecture dont on dépend, laquelle indiquera au velléitaire les démarches à suivre afin de pratiquer son art dans des centres de (~~rééducation~~) création amateur, mis en place par le ministère, au sein desquels les velléitaires pourront s'informer de leurs droits et leurs devoirs, apprendront à apprécier comme il se doit les œuvres de la Haute Culture et leur rendre régulièrement hommage, et pourront mesurer le chemin, long et exigeant, qui leur reste à parcourir avant de mériter le titre officiel d'artiste (décerné chaque année aux plus méritants d'entre eux suites à des analyses menées par les plus savants experts).

Ces propositions de réforme de la vie culturelle française permettraient seules à mon humble avis de résoudre les problèmes qui se posent à tous ceux qui s'épuisent à vivre de la Haute Culture. Parce que la valeur d'une nation se mesure aussi à l'adhésion du peuple aux œuvres les plus représentatives de sa Culture, nous ne pouvons laisser nos meilleurs artistes et nos élites dans le désarroi qui est le leur en ce moment. Chaque citoyen devrait aimer d'un amour sincère les artistes qui portent la Haute Culture de notre pays. Nous nous proposons simplement, par des réformes simples à mettre en œuvre et économiques, de les y aider.

Dada L'Idiot

le 15 août 2006 à St-Flour (Uzbékistan)